



JAMES E. CÔTÉ  
ANTON L. ALLAHAR

# LA TOUR DE PAPIER

L'université,  
mais à quel prix ?

Les Éditions  
LOGIQUES

**Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada**

Côté, James E., 1953-

La tour de papier : l'université, mais à quel prix?

Traduction de: Ivory tower blues.

Comprend des réf. bibliogr. et un index.

ISBN 978-2-89381-996-9

1. Universités - Canada. 2. Enseignement supérieur - Canada. 3. Professeurs (Enseignement supérieur) - Canada - Attitudes. 4. Étudiants - Canada - Attitudes. 5. Étudiants - Évaluation - Canada. I. Allahar, Anton L., 1949- . II. Titre.

LA417.5.C6814 2010

378.71

C2010-941207-9

Traduction : Christine Ayoub

Édition : Miléna Stojanac

Révision linguistique : Annie Goulet

Correction d'épreuves : Céline Bouchard

Couverture et grille graphique intérieure : Chantal Boyer

Mise en pages : Louise Durocher

**Remerciements**

Les Éditions Logiques reconnaissent l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada pour leurs activités d'édition. Nous remercions le Conseil des Arts du Canada et la Société de développement des entreprises culturelles du Québec (SODEC) du soutien accordé à notre programme de publication. Gouvernement du Québec – Programme de crédit d'impôt pour l'édition de livres – gestion SODEC.

Tous droits de traduction et d'adaptation réservés; toute reproduction d'un extrait quelconque de ce livre par quelque procédé que ce soit, et notamment par photocopie ou microfilm, est strictement interdite sans l'autorisation écrite de l'éditeur.

Titre original: *Ivory Tower Blues. A University System in Crisis*

© University of Toronto Press 2007.

Édition originale publiée par University of Toronto Press, Toronto, Canada.

© Les Éditions Logiques, 2010, pour la traduction française

Les Éditions Logiques

Groupe Librex inc.

Une compagnie de Quebecor Media

La Tourelle

1055, boul. René-Lévesque Est

Bureau 800

Montréal (Québec) H2L 4S5

Tél.: 514 849-5259

Télééc.: 514 849-1388

www.edlogiques.com

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec

et Bibliothèque et Archives Canada, 2010

ISBN: 978-2-89381-996-9

**Distribution au Canada**

Messageries ADP

2315, rue de la Province

Longueuil (Québec) J4G 1G4

Tél.: 450 640-1 234

Sans frais: 1 800 771-3022

www.messageries-adp.com

**Diffusion hors Canada**

Interforum

Immeuble Paryseine

3, allée de la Seine  
F-94854 Ivry-sur-Seine Cedex

Tél.: 33 (0)1 49 59 10 10

www.interforum.fr

JAMES E. CÔTÉ  
ANTON L. ALLAHAR

# LA TOUR DE PAPIER

L'université,  
mais à quel prix ?

**PRÉFACE DE MICHEL SEYMOUR**

TRADUIT DE L'ANGLAIS (CANADA)  
PAR CHRISTINE AYOUB

Les Éditions  
**LOGIQUES**  
Une compagnie de Quebecor Media

Déjà proches de l'état de crise, les universités nord-américaines font face aujourd'hui à une situation qui s'aggrave. On doit savoir que ces dernières années, le nombre d'étudiants a considérablement augmenté, le financement de sources gouvernementales a pratiquement disparu, et les frais scolaires ont grimpé de manière affolante. De plus, les étudiants arrivent à l'université avec des attentes entretenues par la surnotation au secondaire, puis par la promesse que s'offrira à eux, dès leur diplôme en main, une carrière des plus gratifiantes, sur le plan autant personnel que financier. Beaucoup de ces jeunes, il est vrai, réalisent cet espoir, mais il reste qu'un nombre croissant d'entre eux ont perdu tout sentiment d'engagement. Ils se désintéressent de leurs études et accumulent de mauvais résultats, ou bien se retrouvent sans emploi quand ils finissent par obtenir leur diplôme, s'ils l'obtiennent.

James E. Côté et Anton L. Allahar dressent dans ce livre le bilan de santé des universités canadiennes contemporaines en s'inspirant de leurs recherches et expériences personnelles ainsi que de leurs entretiens avec des étudiants, des conseillers pédagogiques, des professeurs, des administrateurs, des chercheurs en éducation et des « faiseurs de politiques », passés et présents. Les auteurs examinent également les statistiques relatives à l'éducation et à l'emploi, de même que des études portant sur le cadre universitaire et des archives administratives. Ils

montent un dossier fouillé qui soulève d'inquiétantes questions concernant les conséquences sociales et économiques de l'importance trop grande accordée à l'accréditation comme de la forte hausse d'étudiants inscrits dans les établissements postsecondaires. S'érigeant contre les rapports officiels et les croyances générales, cet ouvrage montre que beaucoup d'étudiants sont en fait handicapés par une préparation insuffisante au secondaire, et leurrés de telle façon que l'échec et les déceptions sont inévitables, à l'université ou ensuite sur le marché du travail.

Pertinent, incisif, *La Tour de papier* ouvre franchement le débat, et il doit être lu par les étudiants, leurs parents et leurs enseignants, par les responsables de programmes, enfin, par tous ceux qui sont parties prenantes de notre système d'enseignement actuel.

JAMES E. CÔTÉ est professeur au département de sociologie de l'Université de Western Ontario.

ANTON L. ALLAHAR est professeur au département de sociologie de l'Université de Western Ontario.

# Sommaire

<b>Préface</b> .....	11
<b>Introduction</b> .....	15
Le système universitaire canadien comme modèle mondial : image et réalité .....	15
À qui s'adresse cet ouvrage? .....	29
<b>1. Tout n'est pas si rose au paradis</b> .....	33
L'étudiant désengagé.....	33
Des attentes plus élevées, mais à moindre effort.....	37
<i>Accréditation et surnotation</i> .....	43
<i>Accréditation et désengagement universitaire</i> .....	50
Les origines du désengagement de l'étudiant .....	59
Les nouvelles fonctions de l'enseignement supérieur .....	62
Trier, désherber, refroidir .....	64
L'obsession des notes élevées: gros plan sur la surnotation.....	67
Conclusion.....	81
<b>2. Le professeur, ce gardien malgré lui</b> .....	83
Comment l'émergence de nouvelles tâches a affecté l'interaction enseignant-enseigné: le désengagement du corps professoral .....	85
Le système d'éducation évolue en entreprise commerciale .....	93
La vie dans le marché aux diplômes .....	96
<i>La déqualification du corps professoral</i> .....	96
<i>Le culte de l'autosatisfaction: « On me le doit! »</i> .....	98
Apprendre à vivre avec le désengagement étudiant.....	101
<i>Le degré d'éveil aux enjeux: les normes qui basculent</i> .....	103
<i>Perceptions de l'engagement étudiant: l'indifférence institutionnalisée</i> .....	106
<i>La spirale descendante: la nouvelle norme</i> .....	110
<i>Satisfactions et stress du métier: savoir être coriace</i> .....	113
<i>Les évaluations d'enseignement: un mal nécessaire?</i> .....	116
Le partage des torts.....	125

Conclusion : l'enseignement supérieur transformé en grande entreprise .....	130
<b>3. L'étudiant, cet intellectuel malgré lui</b> .....	133
Un passage à la vie adulte semé d'embûches.....	134
La génération du troisième millénaire .....	139
L'éventail de l'engagement étudiant.....	142
<i>La voix du désengagement</i> .....	147
Le pouvoir accru des étudiants .....	155
Le retrait du personnel enseignant.....	157
Surnotation et démocratisation de l'éducation .....	158
L'éducation comme marchandise .....	163
Normes et critères.....	165
L'éducommerce : l'université comme grande entreprise .....	166
Conclusion : la défaillance du système pour les étudiants .....	170
<b>4. Les parents comme investisseurs et gestionnaires :</b>	
<b>la Banque Papa-Maman</b> .....	173
L'éducation comme investissement.....	174
Fixer les bons objectifs .....	175
Estimation des coûts.....	179
Parents baby-boomers et expériences de leurs enfants .....	182
Le mini-moi et le parent poule.....	187
À la défense du parent poule .....	188
Influence sur les enfants et soutien des parents .....	190
Les aspirations .....	191
Les finances : bilan.....	198
Conclusion.....	201
<b>5. Les conséquences sur les politiques : à quoi sert l'université ?</b>	
<b>Qu'offre-t-elle à part des possibilités ?</b> .....	203
Retour sur l'accréditation : un bref tour d'horizon .....	203
<i>On ne saurait faire boire un âne qui n'a pas soif...</i> .....	204
Retour sur la surnotation : les causes sous-jacentes .....	211
<i>La science de la surnotation et la voie vers la réforme</i> .....	218
Retour sur le diplômé universitaire : que lui offre-t-on à part des filières menant au marché du travail et à la vie adulte? .....	225
La vérité dans les chiffres : la science se prononce sur la valeur plafond de l'enseignement supérieur .....	230
<i>Les taux de rendement financier</i> .....	230
Au-delà des statistiques : la science se prononce sur la valeur plancher de l'éducation universitaire.....	235
<i>Retour sur le sous-emploi</i> .....	235
<i>La question de l'accessibilité</i> .....	239
Les mérites relatifs des systèmes de tri souple et rigide : gérer l'accessibilité.....	241
Conclusion : le concept d'université – éducation ou formation? .....	246
<b>Appendice</b> .....	253
Considérations méthodologiques.....	253
Définir et mesurer la surnotation.....	258
<b>Remerciements</b> .....	269
<b>Notes</b> .....	271
<b>Index</b> .....	303

## Préface

L'ouvrage de James E. Côté et d'Anton L. Allahar vient à point nommé approfondir la réflexion sur le rôle des études supérieures au Canada, alors que partout dans le monde une crise va s'amplifiant au sein du milieu universitaire. Les coupures draconiennes qui viennent d'être imposées dans les universités britanniques et qui entraînent parfois la fermeture d'unités entières, comme le département de philosophie à Middlesex, et les interruptions de travail systématiques survenues dans les universités françaises en 2009 en sont des symptômes récents. Le lecteur trouvera dans ce livre une perspective typiquement canadienne, mais qui est en même temps très pertinente pour le Québec. Les auteurs craignent la dérive entrepreneuriale des universités et c'est une inquiétude justifiée partout dans le monde, y compris au Québec. Leur but n'est pas de critiquer le nécessaire passage à une économie du savoir qui forcerait les universités à se soumettre de plus en plus aux besoins des entreprises. Bien au contraire, l'économie du savoir place les universités au cœur du développement économique et c'est là un atout argumentatif important dans leurs démarches auprès des gouvernements. En effet, ces derniers ne se rendent pas toujours compte du rôle crucial joué par l'université dans l'économie du savoir. Il semble que pour plusieurs de nos dirigeants, « l'économie va lorsque l'industrie de la construction va ». C'est d'ailleurs peut-être la raison pour laquelle les gouvernements sont plus facilement à

l'écoute des demandes des universités lorsque celles-ci veulent entreprendre des développements immobiliers que lorsqu'il s'agit de mettre l'accent sur la formation fondamentale, sur le financement intégré des étudiants aux études supérieures ou sur le rétablissement d'un ratio professeur/étudiants acceptable.

Côté et Allahar insistent sur le fait que l'université est en train de se transformer en une usine à diplômes en citant les multiples facteurs qui influencent cette transformation. Les universités sont financées en grande partie en fonction du nombre d'étudiants qu'elles accueillent et qu'elles parviennent à diplômer. L'attribution des diplômes devient alors un indice de productivité. Les départements peuvent ainsi espérer grossir leurs rangs et consolider leur pouvoir. Les auteurs mettent en évidence de façon convaincante cet aspect corporatiste de l'université qui influence très souvent les considérations des universitaires eux-mêmes, y compris ceux qui ont tendance à critiquer l'ordre établi. Comment pouvons-nous attirer les étudiants, comment pouvons-nous empêcher leur désertion? Comment pouvons-nous faire grossir notre département et assurer notre caractère compétitif? Comment faire pour bien se classer dans les palmarès mondiaux? Ceux qui critiquent le tournant entrepreneurial de l'université ne remettent pas souvent en cause l'objectif d'une performance productiviste, et ce, bien qu'elle soit une manifestation éclatante de cette vision entrepreneuriale. Ce corporatisme est très souvent un point aveugle dans nos réflexions sur l'université. Et lorsque les objectifs productivistes prennent le pas sur la qualité de l'enseignement ainsi que sur la rigueur dans l'attribution des notes et que les dirigeants universitaires et gouvernementaux n'accordent pas suffisamment d'importance à la formation fondamentale, l'université se transforme de plus en plus en une manufacture de diplômes.

Telle est la première leçon fondamentale que l'on peut retenir de ce livre et qui s'applique jusqu'à un certain point aussi à la situation du Québec. Il existe toutefois une autre conclusion que l'on peut en tirer, et celle-ci se révèle par le contraste saisissant qui existe entre le Québec et le Canada anglais. La course aux crédits universitaires, décrite par les auteurs comme une « idéologie de l'accréditation », ne suscite pas le même engouement chez nous. Même si les leaders politiques québécois ne sont peut-être pas aussi réfractaires que les leaders canadiens et états-uniens au rôle que peuvent jouer les intellectuels, la population québécoise dans son ensemble entretient des pré-

jugés à l'égard du milieu universitaire. Il n'y a donc pas au Québec un enthousiasme des parents à l'idée d'envoyer leurs propres enfants à l'université, contrairement à ce qui se passe au Canada anglais et aux États-Unis. On peut même dire que nous vivons à ce titre un problème inverse. L'important taux de décrochage scolaire, observé en grande partie chez les jeunes garçons québécois, est un indice probant du peu d'attrait que représente l'université pour la population en général.

Mais là ne s'arrêtent pas les différences entre le Québec et le reste de l'Amérique du Nord. Contrairement à ce qui se passe sur le reste du continent, les étudiants québécois n'accèdent pas directement à l'université à la sortie de leurs études secondaires. Les cégeps jouent en ce sens un rôle important puisqu'une bonne partie du désherbage, du triage et du refroidissement des ambitions étudiantes se fait à ce niveau. D'une manière générale, on sait d'ailleurs que les étudiants québécois accèdent en moins grand nombre aux études universitaires. À la lecture du livre de Côté et d'Allahar, on est même amené à se demander si ce défaut n'est pas en réalité une qualité. En effet, les auteurs estiment qu'un trop grand nombre de personnes s'engagent dans des études universitaires sans avoir la compétence requise, et ils déplorent le peu d'importance accordée au secteur technique. On peut dire à ce propos que le Québec est engagé sur la bonne voie, même si les trois ans de formation technique de niveau collégial devraient faire l'objet d'une publicité plus grande de la part de l'État. De façon plus frappante encore, les auteurs dénoncent le désengagement financier des gouvernements et la hausse vertigineuse des frais de scolarité, qui selon eux expliquent en grande partie pourquoi les étudiants canadiens et américains ont un besoin viscéral d'obtenir un diplôme à tout prix. Ils convoitent de manière frénétique les notes qui vont leur permettre de s'acheter le précieux document, car c'est la seule façon de rentabiliser leur investissement et de justifier leur endettement. Au Québec, le gouvernement est davantage impliqué financièrement dans les budgets de fonctionnement des universités, et les frais de scolarité sont moins élevés. L'endettement des étudiants est moindre et la course aux crédits, bien que réelle, ne prend pas une importance aussi significative qu'au Canada anglais ou aux États-Unis. On ne craint pas au Québec de produire des diplômés sans emploi. Au contraire, on craint qu'il n'y ait pas assez de diplômés pour faire face aux demandes des entreprises.

Le regard critique que les auteurs portent sur leur propre société jette donc un nouvel éclairage sur la situation particulière du Québec. Se pourrait-il que nous soyons les seuls à avoir le pas? On présente souvent le modèle québécois comme une anomalie par rapport au reste du continent. Mais il faut savoir que le Canada et les États-Unis ont des frais de scolarité parmi les plus élevés des pays de l'OCDE. En bref, il n'est pas nécessaire de prétendre que le Québec est unique en son genre. Sa situation ressemble davantage à celle des pays européens, et c'est seulement quand on le compare au reste du continent nord-américain qu'il semble faire bande à part. Il faut alors peut-être dénoncer les frais de scolarité élevés ainsi que le désengagement de l'État dans l'éducation supérieure observé partout au Canada et aux États-Unis, au lieu de s'en prendre aux droits de scolarité peu élevés du Québec ainsi qu'au modèle québécois.

Bien entendu, cela ne veut pas dire que tout est beau dans le monde universitaire québécois. Au contraire, en plus du problème du décrochage scolaire qui se pose en amont, les universités québécoises souffrent d'un lancinant problème de sous-financement. Mais la solution n'est pas nécessairement à rechercher, comme le préconisent certains, du côté d'une hausse massive des frais de scolarité, mais bien du côté d'un engagement accru de l'État. Le gouvernement québécois a fait sa part, mais le gouvernement fédéral n'a pas encore résolu cet aspect du déséquilibre fiscal qu'est le financement post-secondaire en éducation. L'État canadien est en ce sens lui-même coupable du désengagement financier étatique que dénoncent les auteurs du livre. Le milieu universitaire québécois a donc raison de demander le rétablissement de transferts fédéraux à la hauteur de ceux qui étaient consentis en 1994-1995. Ces sources additionnelles de revenu permettraient de résoudre à long terme le problème du financement universitaire. Tel est l'autre enseignement que peut procurer l'ouvrage de Côté et d'Allahar. Même s'il ne traite pas ouvertement du Québec, leur livre permet de voir apparaître par un effet de contraste les traits saillants de notre système universitaire. À ce propos, il faut leur savoir gré d'avoir montré que le Québec ne fait peut-être pas entièrement fausse route et que le modèle québécois a sa raison d'être.

Michel Seymour  
Département de philosophie  
Université de Montréal

## Introduction

# Le système universitaire canadien comme modèle mondial : image et réalité

Jadis l'apanage des classes privilégiées, l'université occupe de nos jours une place centrale dans la vie des jeunes. Il y a trente ans, seulement 10 % des baby-boomers fréquentaient l'université ; aujourd'hui, 40 % de leurs enfants y vont. Ainsi, dans les années 1970, un peu plus de 5 % de la population adulte active détenait un diplôme universitaire, alors qu'environ 20 % de la population active actuelle est titulaire d'au moins un diplôme<sup>1</sup>. Selon Statistique Canada, le Canada se situe aux premiers rangs dans le classement mondial en termes du pourcentage de la population adulte active détenant un diplôme universitaire de premier cycle, venant après les États-Unis (28 %), la Norvège (26 %) et les Pays-Bas (21 %)². Si l'on inclut les diplômes de collèges communautaires, le Canada vient en tête des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), avec 41 % de sa population active de vingt-cinq ans et plus détenant un diplôme d'études postsecondaires.

Il s'agit d'une réalisation fort louable pour ces pays, de même que pour les nombreux autres qui se sont attelés à la tâche d'augmenter les inscriptions dans les universités et établissements d'enseignement supérieur. Beaucoup d'entre eux, dont le Canada, ont comme objectif d'atteindre un taux de 50 % de jeunes en établissement d'enseignement supérieur³. Cependant, si l'on considère le contexte général, au-delà du discours promotionnel convenu voulant que l'enseignement

supérieur soit positif en tous points, le tableau des universités canadiennes contemporaines se fait plus nuancé, et différents récits se combinent pour en dessiner la trame.

Les histoires de ce livre sont en lien avec les principaux éléments du portrait: professeurs et administrateurs (chapitres 1 et 2), étudiants (chapitre 3), parents (chapitre 4) et responsables de programmes (chapitre 5). Par exemple, de nos jours, une très forte pression s'exerce sur la nouvelle génération, dite « génération du troisième millénaire ». Les jeunes, souvent, fréquentent l'université par obligation davantage que par amour de la connaissance ou curiosité intellectuelle; ils s'y sentent *poussés* plutôt qu'*attirés*. Cette pression est créée en grande partie par les politiques gouvernementales et les campagnes de relations publiques, conçues expressément pour convaincre de l'importance fondamentale d'une éducation postsecondaire. Malgré la valeur évidente de ces programmes gouvernementaux, il semblerait que la majorité des jeunes qui acceptent d'entreprendre des études postsecondaires soient mal équipés pour affronter le niveau de difficulté des programmes, pourtant la norme depuis quelques générations. Parallèlement, beaucoup de parents ressentent non seulement une inquiétude concernant l'avenir de leurs enfants, mais aussi l'obligation de financer, du moins partiellement, ce nouveau rite de passage qui leur permettrait d'accéder à un emploi de col blanc.

Pour la première fois, les parents d'une génération continuent d'avoir la charge de leurs enfants qui, la vingtaine bien avancée, poursuivent des études de cycle supérieur – autre résultat, d'ailleurs, de politiques gouvernementales faisant assumer une bonne partie des frais de l'éducation postsecondaire aux étudiants et à leurs parents. Beaucoup de ces parents, surtout les baby-boomers, après s'être construit une carrière, doivent à présent reporter leur retraite afin de financer les études universitaires de leurs enfants, qu'ils ont eus sur le tard. Pour certains, la dépense est trop grande, et ils doivent faire d'autres sacrifices afin d'assumer cette responsabilité. Indépendamment du fait que certains d'entre eux n'avaient pas prévu ce fardeau financier quand ils ont eu leurs enfants, la plupart des parents ne sont pas mieux renseignés maintenant sur les moyens de subventionner leur éducation en profitant des ressources gouvernementales auxquelles ils ont droit. Nous leur fournissons cette information au chapitre 4.

Pendant ce temps, les administrateurs et les professeurs doivent se démener pour répondre à une demande croissante, tout en composant avec des budgets constamment revus à la baisse. Et en coulisses, les décideurs s'efforcent de maintenir une économie nationale très concurrentielle et d'assurer le fonctionnement le plus harmonieux possible de la société. Or, le marché du travail des jeunes, qui s'est effondré à la fin des années 1970 et au début des années 1980, et dont le déclin a continué au cours des années 1990, n'a pas encore repris. Au lieu de s'attaquer aux sources mêmes du problème par des mesures qui cibleraient directement le marché du travail – par exemple en soutenant des politiques en matière d'emploi, comme les subventions salariales, qui favorisent l'intégration professionnelle des jeunes<sup>4</sup> –, les autorités encouragent la poursuite d'études postsecondaires dans l'espoir de rendre ces jeunes aptes à participer à la « nouvelle économie » ou, tout au moins, d'éviter qu'ils ne viennent grossir les rangs des sans-emploi. Nous le verrons, cette initiative gouvernementale a un effet d'entraînement, et, bien plus qu'autrefois, tous ceux qui n'ont pas acquis une éducation postsecondaire sont alors fortement désavantagés.

Ce changement significatif dans la façon de préparer l'entrée des jeunes sur le marché du travail a bénéficié d'une couverture positive de la part des médias ; ceux-ci ont emboîté le pas au gouvernement en insistant sur l'importance d'une éducation universitaire pour les emplois de l'avenir. Ainsi, en 1994, Statistique Canada estimait que « près des deux tiers des *nouveaux* emplois créés entre 1991 et 2000 exigeront au moins 13 ans de scolarité ou de formation et 45 % d'entre eux exigeront plus de 16 ans<sup>5</sup> ». Notons qu'il s'agit uniquement de nouveaux emplois, et non d'emplois existants. Soulignons également qu'une scolarité de seize ans est normalement associée à un diplôme de premier cycle, en excluant d'autres formes d'études postsecondaires. En fait, pendant les années 1990, environ 1,2 million de nouveaux emplois ont été créés dans un marché comptant à peu près 15 millions de travailleurs ; et environ 800 000 de ces nouveaux emplois exigeaient une forme de diplôme postsecondaire, en incluant les collèges communautaires (l'équivalent canadien-anglais de la formation collégiale technique au Québec), cégeps et divers types de certificats inclus<sup>6</sup>.

Si les prévisions sur l'importance de l'éducation se sont révélées exactes en général, ces chiffres, en revanche, prêtent

à confusion. En effet, seulement 16 % de tous les emplois *existants* exigeaient réellement un diplôme universitaire en 2000, une augmentation par rapport au taux de 13 % enregistré pour 1990. Et ce pourcentage ne représente pas uniquement le diplôme de premier cycle, mais vaut pour tous les niveaux d'études universitaires. En outre, seulement 30 % des emplois existants exigeaient un diplôme collégial ou un certificat d'études professionnelles en 2000 – une baisse par rapport au taux de 33 % enregistré pour 1990<sup>7</sup>.

Ainsi, en 2000, sur le marché du travail canadien, ce n'est qu'environ 46 % des emplois au total qui exigeaient une attestation d'études postsecondaires, *toutes formes confondues*. Presque le même nombre d'emplois existants (43 %) exigeaient le secondaire ou une scolarité moindre, soit une baisse par rapport au taux de 45 % enregistré pour 1991. Il est clair que *nous ne sommes pas* actuellement dans la situation que prévoyait Statistique Canada en 1994, avec le diplôme de premier cycle comme exigence minimale pour près de la moitié des emplois. Et l'histoire se complexifie lorsqu'on creuse davantage. Par exemple, dans les années 1990, le Canada comptait deux fois plus de diplômés universitaires que d'emplois créés exigeant une telle formation. Parallèlement, les collèges produisaient plus de quatre fois trop de diplômés pour le nombre de nouveaux emplois pouvant les absorber<sup>8</sup>. Ce manque de concordance entre la croissance de la scolarisation postsecondaire et le marché du travail n'est qu'une preuve parmi d'autres du fait que notre détournement massif des jeunes vers les études postsecondaires est une histoire qui n'a pas une fin heureuse pour tous.

Nous trouvons curieux que les médias n'aient pas relevé cet aspect de l'histoire<sup>9</sup>. Comme l'a fait remarquer un observateur américain, «l'enseignement supérieur est pour ainsi dire enduit de téflon, remarquablement immunisé contre les critiques». De plus, alors que «les faiblesses et les défauts de l'enseignement supérieur restent cachés aux reporters, beaucoup [...] s'emparent de n'importe quelle broutille dès qu'il s'agit de l'élémentaire ou du secondaire<sup>10</sup>». Pour ce même spécialiste, «il n'est pas tant question d'exposer un scandale ou un méfait que de s'assurer qu'on puisse se baser sur autre chose qu'une confiance aveugle pour comprendre où et comment se manifeste la qualité dans l'enseignement supérieur, et pour déterminer où et comment elle ne se manifeste pas<sup>11</sup>».

Nous ne pourrions être plus d'accord concernant la situation aux États-Unis, de même qu'au Canada, où la tendance est au changement, comme semble l'indiquer le numéro du 26 juin 2006 du magazine *Maclean's*. Tranchant avec les numéros précédents, consacrés à un classement des établissements qui servait à « vendre » l'éducation postsecondaire, celui-ci semble partager nos préoccupations. Par exemple, l'illustration accompagnant l'éditorial intitulé « Les étudiants d'université prennent la parole » porte la légende suivante : « Un système postsecondaire qui laisse à désirer : témoignages. » Un autre article brosse le portrait d'un étudiant de premier cycle à York qui, parfaitement représentatif de sa génération, conçoit son temps à l'université principalement comme l'occasion de faire la fête. Par ailleurs, on lit en page centrale du dossier : « L'étudiant(e) type : FBC\*, 22 ans, quelques dettes, recherche diplôme et emploi », ce qui indique que l'étudiant moyen des universités canadiennes peut obtenir un B ou un B+ s'il consacre environ 32 heures par semaine à ses études (15 heures de cours + 17 heures d'étude), soit en traitant l'université comme un emploi à temps partiel. Il serait étonnant que ce virage au *Maclean's* n'ait pas quelque chose à voir avec le fait que plusieurs universités canadiennes refusent de divulguer les données relatives aux inscriptions de leurs étudiants de premier cycle et des cycles supérieurs, ainsi que leurs données institutionnelles servant à l'établissement du classement<sup>12</sup>.

Puisque les communiqués – en particulier ceux qui émanent des différents paliers de gouvernement et de leurs agences – peuvent être partiels, nous devons faire preuve de prudence dans notre lecture des statistiques et des classements fournis, surtout lorsqu'on nous présente les changements majeurs de l'économie comme synonymes d'un avenir radieux pour tous ceux qui auront fait des études supérieures. Si nous comprenons la nécessité pour les politiciens de donner à la chose un tour positif et encourageant, nous devons aussi apprendre à nous comporter en consommateurs avertis devant ce genre d'information. Une transformation se prépare, mais elle est loin d'être aussi ample ou aussi prometteuse que le laissent entendre quantité de déclarations gouvernementales. En effet, l'optimisme qui prône l'enseignement supérieur comme la

---

\* FBC signifie femme blanche célibataire. Abréviation communément utilisée dans les annonces classées. [NDT]

panacée aux défis se posant à la population active canadienne, aux jeunes notamment, est exagéré. Nous verrons plus loin les effets de cet optimisme outrancier sur les professeurs, les étudiants et leurs parents, ainsi que sur les responsables du système – décideurs et administrateurs.

Pour mieux comprendre l'influence de l'optimisme démesuré à l'égard de nos universités, examinons trois aspirations que les parents entretiennent pour leur progéniture universitaire – cette minorité de jeunes gens triés sur le volet qui se retrouvent aujourd'hui sur les bancs de l'université. Ces aspirations se résument essentiellement à trois choses :

- que leurs enfants aient été préparés à l'université par leurs études secondaires ;
- qu'ils s'appliquent et s'investissent dans leurs études ;
- qu'ils trouvent un emploi intéressant et gratifiant après l'obtention de leur diplôme.

Toutefois, selon notre propre expérience du système, à plusieurs titres depuis les années 1970, nous avons plus ou moins directement été témoins, de plus en plus fréquemment, de nombreux espoirs brisés par la routine écrasante de l'appareil universitaire et par les dures réalités du marché du travail. Puisqu'un grand nombre d'études et d'autres données récentes viennent appuyer notre hypothèse, nous avons voulu présenter cette information aux lecteurs afin d'encourager un débat public sur les réformes qui s'imposent pour soigner notre système universitaire, qui est en crise.

Ce livre porte donc sur la façon dont les espoirs qu'étudiants et parents entretiennent envers l'université se heurtent aux changements que celle-ci subit à cause des mutations récentes du système d'enseignement et du marché du travail. L'ouvrage est évidemment teinté de nos expériences, puisque nous avons été des participants dans ce système presque nos vies durant : d'aspirants bacheliers à docteurs, puis d'adjoints à professeurs titulaires (le rang le plus élevé de l'enseignement) dans une université canadienne renommée. Nous enseignons au niveau universitaire depuis environ vingt-cinq ans et constatons que de moins en moins d'étudiants vivent leur éducation conformément aux espoirs de leurs parents. En fait, nous estimons que la majorité des étudiants sont handicapés par *au moins l'un* des éléments suivants :

- leurs études secondaires n'ont pas été une préparation adéquate ;
- ils ne se montrent pas suffisamment assidus pour pouvoir tirer pleinement profit de leurs études ;
- ils ne trouvent pas l'emploi intéressant et gratifiant qu'on leur avait fait miroiter avant qu'ils n'amorcent le long processus d'accréditation universitaire.

Les gens qui se situent hors de la scène universitaire contemporaine – surtout les parents qui espèrent y voir un jour leurs enfants – ont tendance à supposer qu'une éducation supérieure est bénéfique de part en part, sans soupçonner la crise (qui ne date pourtant pas d'hier) avec laquelle les établissements doivent composer. D'après notre expérience, et nous présenterons des recherches allant dans ce sens, une proportion décroissante d'étudiants réalisent les trois ambitions parentales, et souffrent donc des handicaps évoqués plus haut. Il est inutile que nous nous attardions ici sur le succès des étudiants dont le parcours, au contraire, est conforme à tous les espoirs ; leur histoire est suffisamment contée au public. Nous nous concentrons plutôt sur les individus qui ne figurent pas dans le discours officiel, et dont les expériences ne concordent pas avec les stéréotypes véhiculés par les administrateurs universitaires, les médias et les gouvernements.

Soyons clairs : nous ne nions pas que le système universitaire fonctionne bien pour un certain nombre d'étudiants. Mais, à cause peut-être de la trop grande accoutumance des lecteurs à une couverture médiatique partisane voulant que tout aille pour le mieux, il leur devient facile de mal interpréter notre propos. Notre intention n'est pas de faire le procès des étudiants. Nous tâchons plutôt de rendre compte de tous les aspects du système universitaire qui contribuent à la crise dont nous traitons.

Par exemple, nous pensons que le public doit savoir que les trois problèmes mentionnés plus haut et avec lesquels les étudiants sont aux prises se renforcent l'un l'autre. Ainsi, un étudiant qui entre mal préparé à l'université est moins susceptible de s'appliquer pleinement et de mettre à profit ses études, s'il obtient son diplôme – et rien n'est moins sûr. Cette séquence indique que la crise, à l'université, provient en partie de facteurs qui lui sont étrangers et qui échappent à son contrôle. Il serait donc injuste de rendre responsables

de la crise les malheureux étudiants qui en sont les premières victimes. D'autres facteurs sont plus évidents : une société diversifiée offrant une multitude de distractions hédonistes qui rendent les livres et les cahiers ennuyeux, en comparaison ; des écoles secondaires qui font passer les étudiants de classe en classe sans se soucier de leurs aptitudes ; la pression socio-culturelle axée sur l'obtention d'un emploi en entreprise qui pèse sur les jeunes et qui risque d'entraver un cheminement personnel d'ordre plus élevé ; des politiques qui font porter par les étudiants une plus grande partie des droits de scolarité ; un marché du travail où le salaire minimum ne permet pas aux jeunes de mener une vie autonome ni de payer leurs études ; un endettement se situant autour de 20 000 à 30 000 dollars en fin d'études ; et un marché du travail qui, en fait, n'a pas besoin du nombre de travailleurs hautement qualifiés que « manufacturent » les universités.

Dans les chapitres qui suivent, nous n'avons pas cherché à maquiller les faits ; nous avons voulu décrire avec lucidité la crise universitaire qui sévit, même si les gouvernements, les médias et certains professeurs se refusent à la reconnaître. En effet, l'attitude de ces instances cache au public les failles du système universitaire que les étudiants et leurs enseignants, pourtant, connaissent.

Le **chapitre 1** examine le désengagement croissant des étudiants et des professeurs par rapport à l'apprentissage approfondi de haut niveau qui caractérise traditionnellement l'enseignement supérieur.

Plusieurs étudiants signent un « pacte de désengagement » par lequel ils s'attendent à obtenir des notes relativement élevées pour peu d'efforts fournis. En effet, la surnotation est un phénomène généralisé dans nombre d'établissements au Canada et aux États-Unis, du secondaire à l'université, ce qui perpétue le désengagement. C'est devenu un problème tel que des centaines d'écoles aux États-Unis, et récemment au Canada, ont décidé d'en faire un suivi annuel au moyen du sondage NSSE, qu'on prononce « Nessie » (National Survey of Student Engagement/Enquête nationale sur l'engagement étudiant<sup>13</sup>). D'ailleurs, conformément à un rapport rédigé par Bob Rae, toutes les universités de l'Ontario sont maintenant tenues d'effectuer le sondage, selon le raisonnement voulant qu'il « incombe aux institutions d'établir les normes d'enseignement, d'élaborer les programmes d'études, de concevoir

des stratégies afin d'améliorer la participation des étudiantes et étudiants, et de veiller au perfectionnement du personnel enseignant<sup>14</sup> ». S'il n'y avait pas de problèmes de taille dans ces différents domaines, une proposition aussi coûteuse n'aurait jamais été exigée de toutes les universités à l'échelle de la province.

Les résultats du sondage NSSE permettent de catégoriser les étudiants en trois groupes : les étudiants pleinement engagés qui satisfont aux attentes de leurs professeurs (environ 10 %) ; les étudiants partiellement engagés qui fournissent moins d'efforts qu'attendu, mais suffisamment pour se tirer d'affaire (environ 40 %) ; et les étudiants désengagés qui ne font que le strict minimum requis pour rester dans le système (environ 50 %). Naturellement, ces pourcentages varient selon le département, le personnel enseignant et l'établissement en question, mais ils représentent les moyennes calculées à partir des réponses au sondage de centaines de milliers d'étudiants répartis dans des centaines d'établissements.

Du côté du personnel enseignant canadien, les professeurs ont aujourd'hui trois fois plus d'étudiants qu'il y a une génération, ce qui signifie que les établissements disposent de moins de professeurs par étudiant, et de moins de ressources. Au Canada, le corps professoral enseigne à environ un million d'étudiants en tout. Les classes sont souvent grandes et impersonnelles, et les professeurs ont dû s'adapter en revoyant à la baisse le contenu de leurs cours et leurs critères d'évaluation. Cette détérioration qualitative ne fait qu'alimenter le désengagement des étudiants, car les cours manquant de substance, les étudiants s'en désintéressent. Ils ne peuvent que se rabattre sur des manuels scolaires richement présentés, mais chers et au contenu dilué. Dans ces cas on impute aux étudiants la faute de leur désengagement. Cependant, les résultats du sondage NSSE indiquent que la plupart d'entre eux entrent à l'université en s'attendant à un niveau élevé d'exigences, mais réduisent leurs efforts lorsqu'ils constatent le peu qui est réellement exigé.

Avec tant d'étudiants issus d'établissements secondaires où la pratique de la surnotation est chose courante (dans certaines régions, maintenant, la majorité des étudiants entrant à l'université sont considérés de niveau A), de nouvelles tâches échoient dorénavant au personnel enseignant. De plus en plus, les professeurs sont obligés de faire du triage, du désherbage, voire du refroidissement parmi leurs étudiants, dont certains, par

le passé, ne se seraient même jamais retrouvés à l'université. Jusqu'à récemment, les écoles secondaires remplissaient ce rôle de filtre, et les universités se concentraient sur *l'enseignement supérieur*. Le fait que le public ne soit pas sensibilisé à ces questions masque l'échec d'un système incapable d'assurer un enseignement efficace à tous les étudiants ainsi que les risques à long terme pour l'ensemble de la société si l'université n'exerce pas sa mission fondamentale.

Le **chapitre 2** se penche plus en détail sur la crise telle que l'éprouvent les professeurs, qui se sont vu consacrer gardiens du monde des classes moyennes et des emplois de col blanc. Un cas récent donne un aperçu de cet état de fait. Il s'agit d'un professeur qui a garanti à ses étudiants (dans une classe qu'il trouvait trop nombreuse) une note finale de 70 % (B) si, à leur tour, ils promettaient de ne plus assister aux cours, de ne pas faire les travaux et de ne pas se présenter aux examens, tout en continuant simplement de verser leurs droits de scolarité à l'université. Sa proposition fut acceptée par 20 % des étudiants. En rendant public ce pacte de désengagement, il a voulu exprimer sa frustration à donner un cours à trop d'inscrits si visiblement désengagés. Et le nombre affolant d'étudiants qui, tout en exigeant des notes élevées, ne sont pas prêts à fournir l'effort correspondant nécessaire ne fait qu'exacerber cette frustration. Des confrontations sont alors inévitables entre les professeurs, qui refusent de céder à la pression, et les étudiants, qui sont habitués à obtenir trop facilement de bonnes notes.

Parallèlement, les professeurs demeurent de simples employés dans ces grandes entreprises que nous nommons universités. À ce titre, nombre d'enseignants ont de la difficulté à travailler avec des étudiants de premier cycle auxquels on a promis un produit (le diplôme) moyennant le paiement des droits de scolarité. L'une des sources de stress pour les professeurs consiste à devoir enseigner à des étudiants qui ont une mentalité de consommateurs (ils paient, donc ils s'attendent à avoir de bonnes notes en retour) et qui sont armés d'outils d'évaluation pour se plaindre si les professeurs ne leur offrent pas un produit à leur goût. Les professeurs ainsi exposés aux critiques insolentes de leurs étudiants sont entraînés dans une espèce de guerre de tranchées, alors que c'est à présent au système universitaire que revient le rôle de trier ces étudiants.

Le **chapitre 3** poursuit l'analyse en examinant le système universitaire, depuis longtemps en crise pédagogique et finan-

cière, dont héritent les étudiants d'aujourd'hui, la génération du troisième millénaire. Ils compensent, dans un sens, pour ces années de négligence administrative par des droits de scolarité plus élevés, gagnent leur vie tout en faisant leurs études et n'obtiennent en retour qu'un enseignement édulcoré. Fuyant un marché du travail qui n'a pas été aussi fermé aux jeunes depuis la Grande Dépression, cette génération est la première à aller à l'université en si grand nombre, encouragée par l'obtention de bonnes notes et autres arrangements qui lui sont ménagés au secondaire. Toutefois, les problèmes que nous évoquons n'ont pas commencé brusquement avec la génération actuelle et ne sont pas dus à une faille qui lui est propre. Il s'agit plutôt d'un processus graduel, dont les origines remontent au moins au temps des derniers baby-boomers et des membres de la génération X étudiant dans les années 1970, 1980 et 1990<sup>15</sup>. Les normes plus élevées en vigueur avant cela dans les écoles secondaires éliminaient d'emblée ceux qui ne prendraient pas au sérieux les exigences universitaires (sauf les riches). Mais le problème a évolué au fil des générations, et les étudiants d'université actuels qui ont eu la vie facile au secondaire se sentent souvent dépassés, et ce, malgré la dilution des programmes. Un nombre croissant d'universités doivent offrir des cours de rattrapage afin de pallier au manque de préparation des étudiants les plus faibles et d'éviter que ne se creuse un trop grand écart entre eux et ceux à qui l'on a appris à lire et à écrire efficacement au secondaire. La quantité de cours de rattrapage, d'ateliers d'écriture, d'annonces de mentors et tuteurs privés, et de centres de soutien à l'apprentissage sur les campus universitaires témoignent de cette réalité.

Dans ce chapitre, nous examinons aussi le comportement des étudiants de la génération actuelle par rapport à une université qui, d'une part, agit telle une entreprise en promettant un produit et, d'autre part, dans le cadre de son mandat, tente de les amener à montrer de quoi ils sont capables et applique des structures conçues pour trier, désherber et refroidir parmi les cohortes. Les étudiants réagissent diversement au système universitaire. Nous rappelons encore une fois que celui-ci compte d'excellents éléments qui bénéficient de leurs études, et nous savons qu'ils sont conscients des problèmes dont nous discutons ici, y compris l'édulcoration des programmes à l'intention de leurs camarades désengagés. Cependant, un certain nombre d'étudiants se disent fâchés de la qualité moindre de

l'enseignement dispensé et du statut peu important qui leur est reconnu. D'autres, gagnés par la rectitude politique, s'attendent à ce que des règles de leur propre invention soient respectées par les personnes qui détiennent l'autorité. D'autres encore se sentent tout simplement perdus, entraînés dans une expérience pour laquelle ils ne sont pas prêts, ni sur le plan scolaire ni sur le plan émotionnel. Comme nous souhaitions être justes autant que précis, nous avons voulu relater la gamme variée d'expériences vécues par ces différentes catégories d'étudiants.

Le **chapitre 4** aborde des questions qui revêtent un intérêt particulier pour les parents des étudiants d'université d'aujourd'hui. Nous dressons des comparaisons générationnelles entre les parents baby-boomers et leur progéniture « du millénaire », et analysons notamment la tendance à la surprotection de certains parents, qui deviennent des « parents poules » en faisant la microgestion de la vie de leurs enfants. L'attitude de ces parents s'explique en partie par le fait qu'ils sont les premiers à devoir porter à ce point la responsabilité financière d'enfants qui restent à leur charge jusqu'à un âge avancé. Nous voyons en effet que le gouvernement canadien transfère le coût de l'enseignement supérieur directement aux étudiants, donc indirectement aux parents. Parallèlement, le marché du travail des jeunes est plus exploiteur que par le passé, et avec la baisse des salaires relatifs et l'augmentation des droits de scolarité, les étudiants doivent travailler environ trois fois plus longtemps dans un emploi d'été – l'été entier y passe, en fait – afin de payer les frais de scolarité annuels, ce qui ne leur laisse quasiment rien pour leurs autres dépenses. Par conséquent, pour éviter d'augmenter leur endettement, un plus grand nombre de jeunes Canadiens travaillent maintenant pendant l'année universitaire, ce qui réduit le temps qu'ils consacrent à leurs études.

Nous informons les parents sur le coût actuel d'une éducation universitaire et leur indiquons des références qui les aideront à investir leur argent plus judicieusement. Ils ont beau être de fins renards en ce qui concerne les placements en Bourse ou l'immobilier, bien des parents ne sont pas très bien renseignés sur la meilleure façon de gérer les dizaines de milliers de dollars qu'ils auront peut-être à dépenser pour les études de leurs enfants. Nous nous adressons aussi aux jeunes, spécifiquement à ceux qui n'ont pas encore de buts clairs ou dont les ambitions sont irréalistes, et présentons les inconvénients de travailler pendant l'année universitaire (par exemple,

l'obtention du diplôme prend jusqu'à deux ans de plus qu'en moyenne). Surtout, nous essayons d'alerter les parents d'étudiants complètement ou partiellement désengagés quant aux problèmes que leurs enfants ont à affronter et à ce qu'ils risquent en ne changeant pas d'attitude.

Le **chapitre 5**, enfin, se concentre sur les questions qui se rapportent à l'élaboration des politiques. Nous examinons ce qu'une éducation universitaire représente comme valeur ajoutée dans le cheminement personnel et professionnel de chacun, relativement à d'autres formes d'expérience – un emploi gratifiant et intéressant, des activités favorisant l'épanouissement de soi, des voyages ou du bénévolat dans des pays en développement. Nous passons en revue le fruit de plusieurs années d'études sur le sujet, y compris les conclusions positives concernant le taux de rendement prévu pour les diplômés universitaires sur le plan personnel ainsi que les conclusions négatives concernant le sous-emploi dont souffrent beaucoup de diplômés. Le livre se termine par une comparaison entre le système de « tri souple », suivi aux États-Unis et au Canada, où un nombre important de jeunes ayant bénéficié de l'obtention facilitée de bonnes notes sont dirigés vers des études postsecondaires, et d'autres systèmes de tri, plus rigides, en vigueur dans d'autres pays du monde. Nous lançons un appel au public, lui demandant de reconnaître et de soutenir la mission traditionnelle d'une université consacrée aux arts libéraux que d'autres programmes d'ordres personnel, institutionnel et économique menacent d'usurper.

Enfin, dans l'**appendice**, nous tentons de devancer les critiques éventuelles de notre ouvrage en expliquant notre approche et nos méthodologies. Après avoir exposé quatre points contentieux possibles, nous sollicitons la contribution au débat sur la crise de notre système universitaire de tous ceux qui, dans d'autres universités, auraient des idées ou des données à ajouter. Nous discutons également de la manière dont la surnotation est conceptualisée, avec à l'appui des données montrant que les universités canadiennes affichent un taux de surnotation presque aussi élevé que dans les universités américaines, où cet aspect de la crise se situe depuis longtemps déjà au cœur des polémiques.